

Si vous avez des difficultés pour visualiser ce message,  
[consultez la copie web](#)

**Olivier Cadic**  
Sénateur représentant les Français  
établis hors de France



HebdoLettre n°113 - 13 décembre 2018



Let's make the world free again!

Madame, monsieur, chers élus, chers amis,

Savez-vous comment s'appelait le fils du général Lafayette ? Il s'appelait Georges Washington de La Fayette !

C'est par cette accroche que j'ai commencé mon discours dans les murs du Congrès américain à Washington, le 6 décembre dernier. Invité par le congressman **Robert Pittenger** lors du 12th Parliamentary Intelligence Security Forum, je suis intervenu en compagnie d'un haut fonctionnaire américain sur le thème des dangers des investissements directs étrangers, directs étrangers, réalisés dans le but de prendre le contrôle sur des entreprises stratégiques.

Ce fut l'opportunité de mettre en valeur l'action de la France et de l'Union européenne pour répondre à ces menaces.

Dès 2005, notre Premier ministre **Dominique de Villepin** décidait de "protéger nos champions nationaux", listant par décret les secteurs à surveiller. Près de dix ans plus tard, le droit de regard des pouvoirs publics a été étendu à six nouveaux secteurs par le décret dit "**Montebourg**", du nom de notre ancien ministre de l'Économie.

Le sujet s'est récemment déplacé au niveau de l'**Union européenne**, principale source et principale destination des investissements directs étrangers dans le monde, devant les États-Unis, rappelons-le. Et ces dernières années, les investissements directs étrangers, et plus particulièrement chinois, ont connu une progression spectaculaire.

L'UE est parvenue à un accord politique, le 20 novembre dernier, sur un dispositif de filtrage des investissements étrangers. Désormais, la Commission pourra délivrer des avis sur certaines opérations contestables dans le but protéger les actifs stratégiques des États membres.

Le Sénat se prononcera en 2019 sur le projet de loi dit **PACTE** qui ajoute de nouveaux secteurs qui relèvent de l'intérêt national. Son objectif est de renforcer aussi les pouvoirs du ministre de l'Économie et le régime des sanctions. Enfin, il est envisagé d'instituer une "action spécifique" (ou Golden Share) au profit de l'État qui disposera d'une sorte de droit de veto sur l'ensemble du capital de certaines sociétés, dans des circonstances définies.

J'ai rappelé aux 340 participants venus de 80 pays qu'ils foulait la terre où Georges Washington et le marquis de La Fayette s'étaient battus côte à côte pour bâtir un monde de liberté,

Face à l'émergence d'une puissance économique qui tire sa force d'un énorme marché qui ne connaît pas la réciprocité, et qui tisse sa toile en s'accommodant de tous les régimes autoritaires de la planète, j'ai proposé à mes hôtes en forme de conclusion : Together, let's make the world free again!

Fidèlement,

Olivier Cadic



## BREXIT J-106

A ce jour, personne ne sait encore ce que le Brexit signifiera pour les citoyens et les entreprises



### PLF 2019 – Cybersécurité - Coordination du travail gouvernemental – Vidéo (3m30)

Intervention en qualité de rapporteur pour avis sur les crédits du programme 129 "Coordination du travail gouvernemental" (gestion de crises, cyberdéfense, renseignement), pour la commission des Affaires étrangères, de la Défense. Ce rôle m'a permis de défendre les crédits 2019 de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

[En savoir +](#)



## PLF2019 – Action Extérieure de l'État – Discussion générale – Vidéo (8m)

Je suis intervenu au nom du groupe UC pour présenter nos remarques sur la mission "Action extérieure de l'État" qui recouvre trois programmes : le 105 (budget des ambassades, action diplomatique), le 151 (consulats) et 185 (action culturelle, enseignement français).

[En savoir +](#)



## PLF 2019 – Alliance Française (Action Extérieure de l'État) – Vidéo

**(2m30)**

Mon amendement, soutenu par le groupe UC, destiné à garantir la viabilité de la Fondation Alliance Française en 2019, a été approuvé par le Sénat. J'espère que les députés auront la sagesse de maintenir les crédits de 600.000€.

[En savoir +](#)**PLF 2019 – FLAM (Action Extérieure de l'État) – Vidéo (1m15)**

Mon amendement visait à accompagner le succès du programme FLAM (Français Langue Maternelle) en lui affectant enfin un budget dédié. Sa gestion aurait été transférée de l'AEFE vers l'Institut Français, dont c'est la vocation.

[En savoir +](#)



## PLF2019 – Chèque Éducation (Action Extérieure de l'État) – 2 vidéo (2m & 1m30)

Plus d'un Français sur deux né à l'étranger ne maîtrise pas notre langue... Mon amendement visait à introduire le "chèque éducation" pour permettre à tous les enfants français de l'étranger d'apprendre notre langue auprès des établissements habilités, notamment les Alliances françaises et les Instituts Français.

En savoir +



## PLF2019 / Volet Recettes : les sénateurs centristes votent le budget

## amendé

Le 29 novembre, le Sénat a adopté la première partie du projet de loi de finances 2019 portant sur le volet Recettes. Cinq de mes amendements ont été adoptés. Notre groupe Union Centriste a regretté le manque de réformes structurelles pour réduire les dépenses publiques, en appelant une réforme globale de la fiscalité.

En savoir +



### Danemark – Convention fiscale (réponse à ma question)

A l'initiative de **Marie-José Caron**, conseillère consulaire Danemark, mon collègue **Ronan le Gleut** et moi-même avons attiré l'attention du ministre **Bruno Le Maire** sur la situation des retraités français résidents fiscaux au Danemark, fiscalement "pénalisés" lorsqu'ils retournent vivre en France. Nous avons eu sa réponse.

En savoir +



## L'écho des CIRCOS / Novembre 2018

Compte-rendu de mes rencontres en France, concernant les pays suivants :

Nicaragua – Japon – Amérique latine – Royaume Uni – Norvège – Ukraine – Afrique du Sud

[En savoir +](#)



## En circonscription à Maurice – Port Louis (17-21 nov. 2018)

Thèmes : POLITIQUE. **Ivan Collendavello**, vice-Premier ministre. // ENTREPRENEURIAT. CCI France Maurice + Soirée Gala : **Catherine Dubreuil-Mitaine**, pdte ; **Amaury Halgand**, DG ; **Anna Brzozowska**, resp. régionale des Affaires commerciales pour l'UE. / Formation professionnelle : remise de diplômes "Service à la française". / Réunion avec la section CCEF / Groupe ENL : **Hector Espitalier-Noel**, pdt. / Expat.com : **Julien Faliou**, fondateur. // ÉCONOMIE. AFD : **André Pouilles-Duplaix**, dir. / Economic Development Board (EDB) : **Charles Cartier**, pdt. // COMMUNAUTÉ FRANÇAISE. / Ambassade : **Emmanuel Cohet**, ambassadeur de France. / Réunion communauté : **Michèle Malivel**, conseillère consulaire pour Maurice et conseillère AFE pour l'Océan Indien. // ENSEIGNEMENT. Accompagné de **Dominique Vaysse**, attachée de Coopération éducative / Lycée La Bourdonnais : **Jean Stephan**, proviseur ; **Henri de Chazal**, pdt du comité de gestion. / École Paul et Virginie : **Sandra Rabier**, dir. / École du Nord : **Frédéric Waeber**, pdt. / École du Centre. / École des Mascareignes. // CULTURE. Alliance française. / Institut français. **Marc Cassam-Chenai**, directeur. // DEVOIR DE MÉMOIRE. Sur les traces de **Guillaume Dufresne** / Cimetière.

En savoir +

The screenshot shows the Option Finance website interface. At the top, the logo "Option Finance" is displayed next to the tagline "La référence des professionnels de la finance" and the date "lundi 10 décembre • 20h18". A navigation bar contains categories like "ACTUALITÉS", "DOSSIERS", "ENTREPRISES & FINANCE", "DROIT & AFFAIRES", "ASSET MANAGEMENT", "BLOGS & ANALYSES", "COMMUNAUTÉS", and "PATRIMOINE". The main article title is "Brexit : «Le gouvernement veut pouvoir réagir rapidement en cas de “no deal”»" by Olivier Cadic, Sénateur des Français établis hors de France. The article text begins with "Le 25 novembre dernier, les 27 pays de l'Union européenne ont approuvé l'accord de divorce avec le Royaume-Uni. Quelles sont les prochaines étapes ?". To the right, there is a sidebar with a "trintech" advertisement and a section titled "ARTICLES LIÉS" containing links to "CRÉDITS SYNDIQUÉS" and "ROYAUME-UNI".

## Option Finance - Brexit : "Le gouvernement veut pouvoir réagir rapidement en cas de “no deal”

Dans un entretien du 3 décembre 2018, Option Finance revient sur les conséquences d'une sortie du Royaume-Uni sans accord et sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

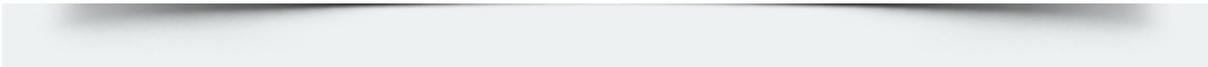
En savoir +



## The Local : 'Brits in France are victims of Brexit' - French senator vows to fight for UK citizens

Dans un article du 30 novembre 2018, The Local s'attache au fait que je prenne la défense des intérêts de la communauté britannique installée en France, car elle aura forcément à subir le contrecoup du Brexit sur un plan personnel et professionnel.

[En savoir +](#)



### Collaborateurs

François Gheysens  
Franck Trouilloud

### Nos coordonnées

Palais du Luxembourg  
15 rue de Vaugirard  
75006 PARIS

### Nous contacter

 +33 (0)1 42 34 14 66

 [o.cadic@senat.fr](mailto:o.cadic@senat.fr)



#### MENTIONS LEGALES

Vous recevez ce message car vous êtes inscrit sur la lettre électronique hebdomadaire d'Olivier Cadic. Conformément aux dispositions de la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez vous opposer à l'envoi de nouveaux messages en cliquant sur le lien de désinscription ci-dessous.

[Désabonnement](#)